



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2023/309T

Modification de l'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023 portant interdiction de stationnement, dans le cadre d'un déménagement, au 3, rue de Beauregard, à Poissy, le lundi 10 avril 2023

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu l'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023 portant interdiction de stationnement, dans le cadre d'un déménagement, au 3, rue de Beauregard, à Poissy, le lundi 10 avril 2023,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que l'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023 régleme le stationnement dans le cadre d'un déménagement, au 3, rue de Beauregard, à Poissy, le lundi 10 avril 2023,

Considérant que ledit déménagement initialement prévu le lundi 10 avril 2023 est reporté au mardi 11 avril 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de régleme le stationnement le mardi 11 avril 2023, en lieu et place du lundi 10 avril 2023, afin de permettre ce déménagement,

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023 en vue d'acter cette modification,

ARRÊTE :

Article 1 :

L'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023 portant interdiction de stationnement, dans le cadre d'un déménagement, au 3, rue de Beauregard, à Poissy, le lundi 10 avril 2023 est modifié comme suit :

La date du « lundi 10 avril 2023 » est remplacée par la date du « mardi 11 avril 2023 ».

Article 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2023/272T du 27 mars 2023, portant interdiction de stationnement, dans le cadre d'un déménagement, au 3, rue de Beauregard, à Poissy, restent inchangées et demeurent applicables.

Article 3 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 5 avril 2023

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**